

L'EUROPE «SYNDICALE»...

NEO-CORPORATISME ET REACTION

Dans le *FIGARO* du 19 mai, Jean-Louis VALIDIRE rend compte du Congrès de la C.E.S. à la tribune duquel, nous dit-il: «*les syndicats français ont exprimé leurs divergences*».

Il est clair que les thèses exprimées dans ce congrès sont en totale contradiction avec notre conception du rôle et de la place des syndicats. Pour nous les syndicats sont des associations que les travailleurs ont constitué pour défendre leurs intérêts. Alors qu'Emilio Gabaglio, Secrétaire Général de la C.E.S., souhaiterait, quant à lui, faire des syndicats: «*le véritable contre pouvoir européen*».

On retrouve là les thèses chères à la C.F.D.T. pour qui les syndicats doivent se transformer en partis politiques chargés de cogérer, au nom du bien commun, entreprises et société.

C'est d'une certaine manière, ce qu'exprime également Padraig Flynn, commissaire européen qui enjoint aux syndicats de changer: «*pour répondre aux nouvelles préoccupations, aux nouveaux cadres de travail et à la nature de plus en plus hétérogène du travail et du travailleur qui englobe le chômeur et l'indépendant*».

Comme on le voit, pour le distingué commissaire politique européen, les syndicats ne doivent plus être l'organe de défense des intérêts des travailleurs salariés mais une organisation (de contre pouvoir) organisant en tant que tels les travailleurs, les chômeurs...

On se demande, dans ces conditions, à quoi peuvent bien servir les partis politiques?

Marc BLONDEL, a, semble-t-il, défendu le «*Service Public Européen*». Pour ma part, je connais des services publics dépendant des états nationaux et actuellement fort malmenés par les instances européennes. Quant au «*service public européen*», je ne vois vraiment pas de quoi il s'agit. Mais il est vrai qu'on peut faire difficilement confiance à Validire pour rendre compte objectivement des positions défendues par BLONDEL.

D'autant que le rédacteur du *FIGARO* insiste surtout sur l'intervention de Nicole NOTAT qui, de toute évidence, frétille comme un poisson dans l'eau parmi les sociaux-chrétiens du «*syndicalisme européen*».

Nicole se réjouit de la «*mini révolution culturelle*» que constitue à ses yeux le Congrès de Bruxelles. Pour elle: «*les analyses économiques contenues dans les textes présentés montrent que les syndicats européens sont "sortis du schéma keynésien et du cycle vertueux" de la croissance soutenue par la demande qui engendrerait immanquablement la création d'emplois. La C.F.D.T. salue le fait qu'en matière de réduction du temps de travail "tous les cas de figure puissent être négociés"*».

Ce qui, en clair, signifie que les travailleurs doivent adhérer à sa philosophie de la misère et accepter les thèses réactionnaires et cathos du «*partage du travail et des revenus*».

Heureusement qu'en France, nous avons, au moins, momentanément, échappé à Martine AUBRY Premier Ministre.

On notera également que, lorsque cela s'avère nécessaire, notre Ste-Mère-l'Église sait rassembler ses enfants et Jean-Louis Validire nous apprend qu'au Congrès de la C.E.S.: «*La C.F.T.C. et la C.F.D.T. se retrouvent pour accorder à la C.E.S. le mandat de négocier dans les discussions qui pourraient s'ouvrir à l'échelon européen*».

Mais, contrairement à l'angélique DELEU, Président de la C.F.T.C. qui: «*se félicite que "le monde syndical européen puisse se mettre d'accord sur les problèmes les plus difficiles au contraire des chefs d'Etat*»», le rédacteur du *FIGARO* note que: «*Plus prudente, F.O. estime que la signature d'un éventuel compromis*

devrait être ratifié à l'unanimité. Mais les uns et les autres sentent bien que derrière cette modification de comportement, se profile une nouvelle donne pour les relations intersyndicales en France. Deux organisations la souhaitent, l'une la redoute».

Les deux organisations, parties intégrantes de la bureaucratie européenne, et «partisanes d'une nouvelle donne pour les relations intersyndicales en France», étant, chacun l'aura compris, les «chrétiens» momentanément séparés de la C.F.D.T. et de la C.F.T.C.

Reste la C.G.T. qui piaffe d'impatience à la porte des institutions européennes. Décidément, les néo-staliniens ne peuvent se passer d'une «*nomenklatura*», après celle de Moscou, celle de Bruxelles et: «*Nicole Notat estime, quant à elle, que si elle n'a pas d'opposition de principes à l'entrée de la C.G.T. au motif qu'il s'agirait d'une organisation communiste, elle attend, en France, des preuves plus tangibles de la conversion des amis de Louis Viannet à la pratique contractuelle*».

Si j'en juge par le comportement des néo-staliniens de la C.G.T., tant dans les instances de la Sécurité Sociale que dans celles de l'assurance chômage qui, pratiquent, sans vergogne, la politique de la terre brûlée, Nicole peut attendre longtemps un soupirant C.G.T.

A moins que l'agitation stalinienne n'ait finalement comme objectif que de se rendre indispensable dans les instances européennes, ce qui, entre autres, expliquerait l'appel à voter JOSPIN, DELORS.

LE MODÈLE ITALIEN

Emilio GABAGLIO: le «prélat»

Dis-moi qui tu hantes, je te dirai qui tu es. La C.E.S. ambitionne de négocier à notre place avec les patrons et la «*Commission*».

Dans ces conditions, mieux vaut connaître celui à qui nous serions censé confier la défense de nos intérêts.

Le mieux est de se fier au portrait qu'en donne Jean-Louis Validire sous le titre évocateur de: *Emilio GABAGLIO, syndicaliste et «croisé» de l'Union*.

A mon humble avis, syndicaliste ne s'imposait pas, en revanche, «*croisé*» semble tout-à-fait approprié à la personnalité du secrétaire général de la C.E.S. dont le *FIGARO* nous apprend que: «*A 58 ans, l'Italien Emilio GABAGLIO a été reconduit dans son mandat de secrétaire général de la Confédération Européenne des Syndicats (C.E.S.) dont le congrès s'est tenu cette semaine à Bruxelles. Élu à ce poste en 1991 à Luxembourg, il a eu la lourde tâche de transformer un ensemble lâche d'organisations aux convictions européennes variables - fondé en 1976 - en une confédération capable de devenir l'interlocuteur de la Commission et du Patronat dans l'UE*», et que: «*L'air faussement nonchalant, cet ancien professeur d'économie, diplômé de l'université catholique de Milan, a su imposer sa personnalité... Emilio Gabaglio est un infatigable travailleur au service de la construction européenne. Le départ de Jacques Delors de la présidence de la Commission auquel l'unissait complicités politiques et intellectuelle, rend sa tâche plus délicate*».

On apprend également qu'il est: «*Chrétien sans états d'âme, il a adhéré à plusieurs organisations de la mouvance de la gauche catholique. Italien, il incarne pour la CES la volonté et la possibilité de fonder un syndicalisme qui, malgré ses différences idéologiques, parle d'une seule voix... ...courtois et affable avec quelquefois des faux airs de prélat...*

Tel est le secrétaire général de la C.E.S., l'ami de Delors, Nicole et Martine.

Il serait surprenant que nous puissions, un jour, parler avec lui: «*d'une seule voix*» et nous lui contestons fermement le droit de parler en notre nom!

A moins de confondre syndicat ouvrier et curie romaine! ou état supranational et démocratie!

Bruno TRENTIN: le stalinien

Bruno TRENTIN qui fait partie de l'engeance stalinienne italienne (celle du compromis historique) prétend

désormais nous représenter par le truchement de la C.E.S. C'est ainsi qu'il déclare: «*La C.E.S. s'ouvre à la collaboration avec les comités syndicaux de branches. Elle affirme le principe d'une négociation à ce niveau en affirmant la nécessité d'une prise de décision à la majorité qualifiée. Cela va dans le bon sens... Plus la CES s'élargit, plus il est impératif de trouver un mode de fonctionnement qui engage ses membres...».*

Mais il ne suffit pas de vouloir négocier, encore faut-il savoir sur quoi? ... Bruno Trentin a, au moins, le mérite de la franchise: «*La crise n'est pas uniquement la crise fiscale et financière de l'État-providence. On ne peut pas l'exorciser en revendiquant le maintien des acquis. Il faut certes maintenir les axes, mais cela suppose des réformes profondes qui remettent en cause les acquis... ... Le système d'assurance en tant que tel n'est plus en mesure de faire face à l'évolution démographique, à la dénatalité et à la précarisation du marché du travail. Les syndicats doivent en prendre conscience pour participer à la recherche de nouveaux remèdes».*

Comme on le voit, le néo-stalinien italien n'a pas de complexe. Il faut remettre en cause les acquis (ceux de la classe ouvrière!) et pour que les choses soient bien claires, il ajoute: «*Il n'y a plus aujourd'hui, dans les débats, de diabolisation de ces changements».*

Décidément, l'alliance du stalinisme et du goupillon donne un mélange détonnant. Mais puisqu'il est question de diabolisation, peut-être conviendrait-il effectivement de nous interroger sur la diabolisation de la nation qui s'avère finalement être aussi le champ d'application des statuts et conventions. Or, sans «*champ d'application*», il n'y a plus ni statut, ni convention!

Alexandre HÉBERT.
